

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ELEVAGE ROUXEL BENOIT

LA CLOTURE
22510 Penguily

Références : GMOG-2025-04-08-1
Code AIOT : 0052202949

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2025 dans l'établissement SARL ELEVAGE ROUXEL BENOIT implanté LA CLOTURE 22510 Penguily. L'inspection a été annoncée le 28/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ELEVAGE ROUXEL BENOIT
- LA CLOTURE 22510 Penguily
- Code AIOT : 0052202949
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage porcin autorisé pour 3570 places engraissement et 1817 AE porcs. L'exploitation dispose d'une station de traitement, et est située en bassin versant algues vertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Planifiée bassin versant sensible
- Stratégie de défense incendie
- Suivi station de traitement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 2 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 1 et 2 | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 3 | Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 4 | Notification des changements du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective | 6 mois |
| 7 | Ouvrages de stockage d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 8 | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 11 | Installations électriques et registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Demande de justificatif à l'exploitant | 15 jours |
| 12 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 13 | Forages – protection | Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|---|
| 1 | Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 |
| 5 | Calcul du 170 kg/SAU | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II |
| 6 | Epandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 |
| 9 | Déclaration GEREP | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| 10 | MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les effectifs de production sont dépassés en porcelets (de 4% en 2023, et 8% en 2024). Le plan d'épandage doit être mis à jour (application du plan d'épandage autorisé en 2018, mais celui-ci est

caduc). L'exploitation ne comporte pas d'extincteur pour feux d'origine électrique, et les extincteurs ne sont pas contrôlés. Le grillage d'une des lagunes est abîmé à un endroit. Le plan des risques n'a pas été présenté. Le compteur d'eau n'est pas relevé mensuellement. La tête du vieux forage n'est pas cadenassée.

2-4) *Fiches de constats*

N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article. |
| Constats : Les DFA 2023 et 2024 sont conformes. A noter que les cochettes non saillies sont déclarées en tant que truies reproductrices. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2014, article 1 et 2 |
| Thème(s) : Élevage, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : RESPECT EFFECTIFS : 3570 places engraissement. RESPECT EFFECTIF MOYEN ANNUEL DES REPRODUCTEURS : 395 reproducteurs. RESPECT PRODUCTION ANNUELLE : 13 000 porcelets, 11 320 porcs charcutiers. RESPECT PRODUCTION D'AZOTE : 41 492 uN. (Les modifications autorisées par l'arrêté préfectoral du 02/07/2019 pour 9780 AE porcs / 6840 places engraissement n'ont pas été mises en œuvre) |
| Constats : L'effectif moyen des reproducteurs a été de 390 en 2023 et 392 en 2024. CONFORME. La production de porcs charcutiers a été de 9 328 en 2023 et de 10 996 en 2024. CONFORME. La production de porcelets a été de 13 550 en 2024 et 14 059 en 2024, soit une augmentation respectivement de 4% et 8% par rapport aux effectifs autorisés. NON CONFORME. La production d'azote a été de 30 096 uN en 2023 et de 32 560 uN en 2024. CONFORME. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Diminuer la production en porcelets pour respecter les effectifs autorisés (13 000 porcelets). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 3 : Tenue du cahier d'épandage (zones vulnérables)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Prescription contrôlée : Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). |
| Constats : Non conformité constatée lors de la visite d'inspection du 29/03/2022 : manque le RPP (relevé potentiel parcellaire) dans le plan prévisionnel de fumure. Le RPP n'a toujours pas été présenté lors de la présente visite d'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Envoyer le RPP 2024. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Notification des changements du plan d'épandage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour. Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues. |
| Constats : Le plan d'épandage est conforme au dossier d'extension déposé en 2018 et autorisé par l'arrêté |

| |
|---|
| <p>préfectoral du 02/07/2019 : une partie de ses effluents est épandue sur 60 ha de terres en propre, et chez 3 prêteurs. Cependant, le projet d'extension n'ayant pas été mis en œuvre, l'ensemble du projet est caduc, et l'exploitant devrait appliquer son précédent plan d'épandage autorisé par arrêté préfectoral du 29/04/2014. Dans le plan d'épandage validé en 2014, l'exploitant ne disposait pas de terres, et traitait l'ensemble de ses effluents dans sa station de traitement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Mettre à jour le plan d'épandage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 6 mois</p> |

N° 5 : Calcul du 170 kg/SAU

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p> |
| <p>Constats : Conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 6 : Epandage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Equilibre de la fertilisation azote / phosphore</p> |
| <p>Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal. Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée. Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir : - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines.</p> |
| <p>Constats : Conforme.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Ouvrages de stockage d'effluents

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II</p> |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les fosses sont signalées et clôturées. L'une des lagunes présente une ouverture dans son grillage abîmé.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Réparer le grillage de la lagune.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 8 : Défense contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Un étang situé à 40 m des bâtiments a été validé par le SDIS comme réserve externe de défense contre l'incendie alternative. L'accès à l'étang devait être empiéré, et l'étang creusé de 80 cm pour l'aspiration. La présente visite a permis de constater que l'empiérement a été réalisé.</p> <p>Les extincteurs ne présentaient pas de date de contrôle. Aucun extincteur pour feux d'origine électrique n'est présent.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Faire contrôler les extincteurs. Installer un extincteur pour feux d'origine électrique près des tableaux électriques.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Déclaration GEREP

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. |
| Constats : La déclaration GEREP pour 2024 a été remplie par l'exploitant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH₃, fosse à lisier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 |
| Thème(s) : Élevage, MTD 16 |
| Prescription contrôlée : Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes: 1. couverture rigide; 2. couvertures souples; 3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille. |
| Constats : Les fosses sont couvertes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Installations électriques et registre des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| Constats : L'exploitant a présenté une attestation de contrôle électrique effectué en novembre 2024 par l'apave. De nombreuses non-conformités ont été relevées. L'exploitant a envoyé un mail le 04 mars 2025 à une société de maintenance électrique afin de prioriser et planifier les mises aux normes. Les fiches de données de sécurité ont été présentées (dates des versions non contrôlées). |

| |
|---|
| <p>Le plan des zones à risque n'a pas été présenté.</p> <p>A noter que l'exploitant a pour projet de moderniser certains de ses équipements électriques (anciens tableaux électriques) et techniques (centrifugeuse à lisier), ainsi que de contractualiser un plan de prévention incendie avec la société previ'link (plan des zones à risques directement transmis et connu des services de secours).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Présenter le plan des zones à risque.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours</p> |

N° 12 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, dispositions générales</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le compteur d'eau est relevé annuellement.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en place un suivi mensuel du compteur d'eau.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 15 jours</p> |

N° 13 : Forages – protection

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2021, article Annexe II – 3.3.4</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Protection tête de forage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>3.3.4 - La protection de la tête</p> <p>Quelle que soit la destination de l'ouvrage, la protection de la tête du forage assure la continuité avec le milieu extérieur de l'étanchéité garantie par la cimentation annulaire et doit empêcher les infiltrations.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont évacuées vers l'extérieur de l'ouvrage par des caniveaux.</p> <p>La protection de la tête du forage comprend une « dalle de propreté », en béton de 3 m² minimum, centrée sur l'ouvrage, et de 0,30 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.</p> <p>La tête de forage est fermée par un regard muni d'un couvercle amovible fermé à clé, scellé sur la margelle et s'élevant au moins à 0,50 m au-dessus du terrain naturel.</p> <p>L'ensemble limite le risque de destruction du tubage par choc accidentel et empêche les accumulations d'eau stagnante à proximité immédiate de l'ouvrage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le forage prévu en 2020 a été réalisé. Il est correctement protégé et cadenassé.</p> <p>Le vieux forage situé à 8 m des bâtiments (dérogation de distance accordée) n'est plus utilisé au</p> |

| |
|---|
| quotidien. Il est conservé en forage de secours. Il est correctement protégé, mais n'est pas cadenassé. |
| <i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i> Cadenasser la tête de l'ancien forage. |
| <i>Type de suites proposées :</i> Avec suites |
| <i>Proposition de suites :</i> Demande d'action corrective |
| <i>Proposition de délais :</i> 1 mois |